

« La réforme fiscale manque d'ampleur »

BRUXELLES Ecolo et MR passent le « tax shifteke » sur le grill

- L'opposition a ouvert le feu des critiques sur la réforme fiscale de l'équipe Vervoort.
- Pour les verts, l'environnement est le grand oublié.

Dans l'hémicycle bruxellois, ce vendredi, l'opposition a eu l'occasion de s'étendre sur les différents projets annoncés par le gouvernement du ministre-président Rudi Vervoort ce week-end, à l'issue du conclave budgétaire. Au cœur des répliques parlementaires, évidemment, la réforme fiscale. Pour rappel, dans les grandes lignes : la taxe forfaitaire de 89 euros sera supprimée, l'IPP baissera d'1,5 % en 2017 et le précompte immobilier augmentera de 10 à 14 % selon les communes.

Une opinion était partagée par les deux principaux partis d'opposition francophones : le manque d'ambition de la réforme. Ainsi, Vincent De Wolf, chef de file MR, s'est insurgé : « Vous tentez de présenter cette réforme comme une révolution. Prises au sein d'une commune, les mêmes décisions politiques au-

raient fait, il faut bien l'admettre, deux lignes dans la gazette. » Le libéral avait commencé son discours en soulignant le « changement de ton, de forme, de communication » du ministre-président, qualifié d'homme « présidentiel », « providentiel ».

Du côté d'Ecolo, Zoé Genot a détourné un suffixe bien belge pour évoquer un « tax shifteke » qui ne concerne « que 3 à 5 % des recettes propres de la Région ». À ses yeux, la réforme n'est pas sociale. La députée a regretté le manque d'ambition en matière environnementale. « Vous annoncez, du bout des lèvres, une note d'orientation afin que de premières initiatives puissent être mises en œuvre... en 2017. »

MR et Ecolo se sont rejoints sur d'autres points : tous deux ont évoqué le sort des pensionnés (peu soumis à l'IPP mais touchés par l'augmentation de la fiscalité immobilière), le risque d'une hausse des loyers liés à la hausse du précompte et le décalage temporel entre cette dernière mesure (prévue en 2016) et la mise en place de la prime pour les propriétaires habitant leur domicile (2017). La suppression du bonus

logement a aussi été évoquée : Genot s'est interrogée sur l'effet d'aubaine que risque de susciter, selon elle, l'annonce de la disparition de la mesure plus d'un an à l'avance. De Wolf a ajouté : « Il est éclairant de constater que, chers collègues PS et CDH, vos homologues wallons ont refusé de vous suivre sur cette voie. » Le gouvernement wallon a en effet opté pour un crédit d'impôt en lieu et place du bonus logement (des « chèques habitat »).

Zoé Genot a aussi regretté que, pour encourager la classe

moyenne à rester à Bruxelles, le gouvernement privilégie la fiscalité à la mobilité. Dans son viseur, la suppression de certains projets par le gouvernement, dont le tram 71, la liaison vers Tour et Taxis, l'automatisation du métro.

La semaine gouvernementale a aussi été marquée par l'annonce de la rationalisation du secteur des aides aux entreprises (trois pôles sont créés ainsi qu'un numéro d'appel unique) : les libéraux estiment qu'on aurait dû privilégier une seule structure et que le scénario retenu « tient du compromis entre les baronnies à l'intérieur de la majorité ». ■

ANN-CHARLOTTE BERSIPONT